

OPINION DISSIDENTE DE M. PETRÉN

En regrettant d'avoir eu à voter contre l'arrêt, je dois y joindre la présente opinion dissidente.

La raison principale pour laquelle je n'ai pas été à même de voter en faveur de l'arrêt est l'interprétation extensive donnée par la Cour à l'accord conclu entre les Parties par leur échange de notes de 1961, lequel constitue le seul fondement de la compétence de la Cour pour connaître de la présente affaire. A cet égard, je suis, ainsi que mon collègue M. Ignacio-Pinto, du même avis que nos collègues MM. Gros et Onyeama dans leurs opinions dissidentes, auxquelles je puis donc me référer. Qu'il me suffise de dire que la seule question sur laquelle l'accord de 1961 autorise la Cour à se prononcer est celle de savoir si une mesure par laquelle l'Islande étend sa zone de compétence exclusive en matière de pêcheries au-delà d'une distance de 12 milles marins à partir des lignes de base des eaux territoriales est fondée en droit international. Certains passages de l'arrêt semblent participer de la conception selon laquelle l'élargissement contesté de la zone de pêche de l'Islande de 12 à 50 milles serait sans fondement en droit international. Ainsi le paragraphe 53 de l'arrêt, après avoir fait allusion aux tendances actuelles d'un certain nombre d'Etats à élargir leurs zones de pêche au-delà de 12 milles, se termine par la constatation que « la Cour, en tant que tribunal, ne saurait rendre de décision *sub specie legis ferendae*, ni énoncer le droit avant que le législateur l'ait édicté ». Plus clairement encore le paragraphe 67 reflète la même manière de voir, car il y est dit que « les mesures unilatérales adoptées par l'Islande violent ... le principe consacré par l'article 2 de la Convention de Genève de 1958 sur la haute mer », ce qui suppose que les eaux situées entre 12 et 50 milles ne fassent pas partie de la zone islandaise de pêche. Néanmoins le dispositif de l'arrêt se borne à déclarer, en son premier alinéa, que le règlement promulgué par le Gouvernement islandais au sujet des limites de pêche n'est pas opposable au Royaume-Uni et il résulte des paragraphes qui précèdent immédiatement le dispositif que cette constatation s'appuie sur des considérations d'un tout autre ordre que la conformité de l'élargissement de la zone de pêche de l'Islande avec le droit international. Le raisonnement qui aboutit au dispositif de l'arrêt consiste à déclarer qu'il existe, au-delà de 12 milles, des droits de pêche historiques revenant au Royaume-Uni et interdisant à l'Islande de lui opposer l'extension de sa zone de pêche. A quoi la Cour ajoute que l'Islande jouit, comme Etat riverain, de droits préférentiels dans les eaux adjacentes à la limite des 12 milles et que les deux Parties ont l'obligation de négocier pour établir un juste équilibre entre ces deux catégories de droits.

DISSENTING OPINION OF JUDGE PETRÉN

[Translation]

To my regret, I have felt obliged to vote against the Judgment and to append this dissenting opinion.

The main reason why I felt unable to vote for the Judgment lay in the broad construction placed by the Court on the agreement concluded between the Parties by their 1961 Exchange of Notes, which constitutes the sole basis of the Court's jurisdiction to deal with the present case. In that respect I, like my colleague Judge Ignacio-Pinto, share the view expressed by our colleagues Judges Gros and Onyeama in their dissenting opinions, to which I may therefore refer the reader. I need here say no more than that the only question upon which the 1961 agreement entitles the Court to adjudicate is whether a measure whereby Iceland extends its zone of exclusive fisheries jurisdiction beyond a distance of 12 nautical miles from the baselines of its territorial waters is well founded in international law. Certain passages of the Judgment appear to partake of the notion that the disputed extension by Iceland of its fishery zone from the 12-mile to the 50-mile limit is without foundation in international law. Thus paragraph 53 of the Judgment, after alluding to the contemporary tendencies of a number of States to extend their fishery zones beyond the 12-mile limit, concludes by observing that "the Court, as a court of law, cannot render judgment *sub specie legis ferendae*, or anticipate the law before the legislator has laid it down". Paragraph 67 reflects the same attitude even more clearly, for it states that "Iceland's unilateral action . . . constitutes an infringement of the principle enshrined in Article 2 of the 1958 Geneva Convention on the High Seas", and that presupposes that the waters lying between the 12-mile and the 50-mile limit do not form part of Iceland's fishery zone. This notwithstanding, the operative paragraph of the Judgment confines itself in subparagraph 1 to finding that the Regulations on fishery limits promulgated by the Government of Iceland are not opposable to the United Kingdom, and it appears from the paragraphs immediately preceding the operative part that this finding is based on considerations which are wholly different in nature from the question whether the extension of Iceland's fishery zone is in conformity with international law. In the reasoning which leads up to the operative paragraph of the Judgment the Court notes the existence, beyond the 12-mile limit, of historic British fishing rights which debar Iceland from opposing to the United Kingdom the extension of its fishery zone. To this the Court adds that, as a coastal State, Iceland enjoys preferential rights in the waters adjacent to the 12-mile limit and that the two Parties are under an obligation to negotiate with a view to striking a just balance between these two categories of right.

Bref le dispositif ne donne aucune réponse à la question primordiale que pose la première conclusion du Gouvernement britannique et qui est de savoir si l'extension contestée de la zone de pêche de l'Islande est fondée en droit international ou non. Le Gouvernement britannique s'entend seulement dire que le Royaume-Uni possède des droits historiques dans des eaux dont le dispositif de l'arrêt ne précise pas si elles font partie de la zone de pêche de l'Islande ou lui sont adjacentes. Il me semble que les Parties étaient d'autant plus fondées à être éclairées sur ce point que, comme la Cour l'admet elle-même au paragraphe 69 de l'arrêt, les droits historiques dont un Etat non riverain peut se réclamer à l'intérieur de la zone de pêche d'un Etat riverain sont destinés à avoir la vie moins longue que ceux qui s'appliquent aux eaux adjacentes. En outre il est évident que l'on ne saurait parler des droits préférentiels de l'Etat riverain qu'en dehors de la zone de pêche où cet Etat jouit d'une compétence en principe exclusive.

L'absence de réponse à la question de la conformité de l'élargissement de la zone islandaise de pêche avec le droit international, laisse dans l'arrêt un vide d'autant plus frappant que c'est la première conclusion du Royaume-Uni qui pose le problème. Il est vrai qu'une question posée par un membre de la Cour a amené le conseil du Royaume-Uni à déclarer au cours de la procédure orale que les deuxième et troisième conclusions du Royaume-Uni pouvaient être examinées séparément de la première et qu'il était par conséquent loisible à la Cour de statuer sur les deuxième et troisième conclusions sans statuer sur la première. Cela ne signifie toutefois pas que la première conclusion ait été retirée et ne lui enlève en rien son caractère primordial pour la présente affaire, vu la position prise par l'Islande en élargissant sa zone de pêche.

Même si le Royaume-Uni avait retiré sa première conclusion au cours de la procédure orale, cela n'aurait pas dispensé la Cour de se prononcer sur la conformité de l'élargissement actuel de la zone islandaise de pêche avec le droit international car l'Islande, qui a constamment fait valoir que cette mesure est fondée en droit international, n'a pas consenti à ce que la Cour n'examine pas la validité de cette thèse. Les deux Parties étaient donc fondées à s'attendre à ce que la Cour se prononce là-dessus.

Si la documentation mise à la disposition de la Cour montre que le différend concerne la largeur de la zone de pêche que l'Islande est fondée à revendiquer, en revanche rien n'indique que les Parties soient en désaccord au sujet des principes d'après lesquels il faudrait régler, dans des eaux adjacentes à la zone de pêche et dans un cadre de mesures agréées de conservation, les relations entre les droits préférentiels de l'Islande comme Etat riverain et les droits d'autres Etats dont les navires pêchent dans la même région. Il n'est aucunement certain que l'intervention de la Cour soit nécessaire pour aider les Parties à régler leurs relations en matière de pêcheries une fois que la limite de la zone de pêche revenant à l'Islande aura été fixée. Les difficultés actuelles sont causées par le récent

In short, the operative paragraph does not give any reply to the primordial question raised by the first submission of the British Government, namely whether the challenged extension of Iceland's fishery zone has or has not any foundation in international law. All that the British Government is told is that the United Kingdom possesses historic rights in waters concerning which the operative part of the Judgment fails to indicate whether they form part of Iceland's fishery zone or are adjacent thereto. It seems to me that the Parties were entitled to receive clarification on that point, more especially because, as the Court itself admits in paragraph 69 of the Judgment, the historic rights which a non-coastal State may assert within the fishery zone of a coastal State have an inherently shorter lifespan than those applying to the adjacent waters. Furthermore, it is obvious that one may speak of the preferential rights of the coastal State only with reference to waters beyond the fishery zone, an area within which that State enjoys a jurisdiction that is in principle exclusive.

The absence of any reply to the question whether the extension by Iceland of its fishery zone is in conformity with international law leaves in the Judgment a void which is all the more conspicuous for the fact that the problem is raised by the United Kingdom's very first submission. It is true that counsel for the United Kingdom was led, by a question put by a Member of the Court, to state during the oral proceedings that his Government's second and third submissions could stand without the first and that it was in its view therefore open to the Court to adjudicate upon them without adjudicating upon the first. But that does not mean that the first submission was withdrawn or in any way detract from its primordial importance in the present case, considering the position adopted by Iceland in extending its fishery zone.

Even if the United Kingdom had withdrawn its first submission during the oral proceedings, that would not have dispensed the Court from adjudicating upon the conformity of Iceland's present extension of its fishery zone with international law, for Iceland, which has constantly asserted that this measure is well founded in international law, has not consented to the Court's not examining the validity of that contention. Both Parties were therefore entitled to expect the Court to make a finding upon it.

While the documentation placed at the Court's disposal shows that the dispute concerns the breadth of fishery zone which Iceland is entitled to claim, there is on the other hand nothing to indicate any disagreement between the Parties as to the principles which should govern the regulation, in the waters adjacent to the fishery zone and in a framework of agreed conservation measures, of the relationships between the preferential rights of Iceland as the coastal State and the rights of other States whose vessels fish in the same region. It is by no means certain that the Court's intervention will be necessary to help the Parties regulate their fishery relations once the limit of the fishery zone attributable to Iceland is fixed. The present difficulties are caused by the recent extension of the

élargissement de la zone de pêche et sa contestation par le Royaume-Uni.

Par ailleurs, je considère que l'accord conclu entre les Parties en 1961 ne donne pas compétence à la Cour pour se prononcer sur les droits préférentiels ou historiques pouvant exister dans les eaux adjacentes à la zone de pêche de l'Islande. Je ne saurais donc me rallier à la manière de voir développée par la Cour aux paragraphes 65 et 67 de l'arrêt, selon lesquels l'accord conclu en 1961 entre les Parties aurait reconnu l'existence des droits historiques du Royaume-Uni, conférant ainsi un titre au Royaume-Uni et une compétence à la Cour. Au paragraphe 69, la Cour croit même pouvoir attribuer à ces droits une pérennité égale à celle des droits de l'Islande. Or rien n'est dit, dans les parties dispositives de l'échange de notes de 1961, d'une reconnaissance des droits historiques du Royaume-Uni dans les eaux adjacentes à la zone de pêche de 12 milles revenant à l'Islande. Bien qu'il soit permis de supposer, comme le fait le paragraphe 65 de l'arrêt, que c'est par égard pour les intérêts du Royaume-Uni que l'Islande s'est engagée à lui notifier six mois à l'avance toute nouvelle mesure d'extension de ses limites de pêche, on ne saurait, à mes yeux, dire que la reconnaissance des droits historiques du Royaume-Uni dans la zone aujourd'hui contestée fasse l'objet de l'accord de 1961, où ils ne sont pas même mentionnés. Qu'en attendant l'arrêt définitif la Cour ait indiqué des mesures conservatoires limitant les prises britanniques dans les eaux contestées ne saurait évidemment signifier qu'elle se considérait comme compétente pour ordonner aussi de telles mesures dans son arrêt définitif. Quel autre type de mesures conservatoires paraîtrait plus naturel en attendant un arrêt fixant la largeur d'une zone de pêche? L'argument que le paragraphe 46 de l'arrêt cherche à tirer du paragraphe 12 de l'ordonnance du 17 août 1972 me semble reposer sur une fausse interprétation de celui-ci. Si la Cour avait trouvé que l'extension de la zone de pêche de l'Islande était en soi conforme au droit international en vigueur, la question du sort à réserver aux intérêts éventuels du Royaume-Uni à l'intérieur de cette zone, par exemple sous la forme d'une période d'adaptation, aurait pu se poser comme une question annexe demandant une réponse de la Cour. Mais que la Cour, sans trancher d'abord la question de la limite de la zone islandaise de pêche, s'attaque à des questions concernant certains droits historiques du Royaume-Uni et des mesures conservatoires, cela est sans aucun fondement dans l'accord de 1961.

En ne tranchant pas la question primordiale soumise à la Cour en la présente affaire, l'arrêt passe également à côté de la question de savoir si l'accord de 1961 interdit à l'Islande de mettre en vigueur une mesure d'extension de sa zone de pêche sans attendre l'arrêt de la Cour, une fois celle-ci saisie par le Royaume-Uni. Dans l'affirmative, il se pourrait que la mise à exécution d'une mesure d'extension de la zone islandaise de pêche constitue une infraction à l'obligation d'attendre que la Cour se prononce, sans que la mesure elle-même soit contraire au droit de la mer. Serait-elle alors tout de même inopposable au Royaume-Uni? Le contenu du compte rendu britannique des négociations ayant abouti à l'accord de

fishery zone and the challenge brought against it by the United Kingdom.

Furthermore, I consider that the 1961 agreement between the Parties does not confer jurisdiction upon the Court to make any pronouncement with regard to such preferential or historic rights as may exist within the waters adjacent to the Icelandic fishery zone. I am therefore unable to concur in the reasoning expounded by the Court in paragraphs 65 and 67 of the Judgment, according to which the agreement concluded between the Parties in 1961 recognized the existence of the historic rights of the United Kingdom, thus conferring a title upon the United Kingdom and correlative jurisdiction upon the Court. In paragraph 69 the Court even finds it possible to treat these rights as being as perennial as those of Iceland. Yet the substantive provisions of the 1961 Exchange of Notes do not contain any reference to recognition of the United Kingdom's historic rights in the waters adjacent to the 12-mile fishery zone attributed to Iceland. Although it is reasonable to suppose, as paragraph 65 of the Judgment does, that it was out of regard for British interests that Iceland undertook to give the United Kingdom six months' notice of any new measure for the extension of its fishery limits, it is not in my view possible to say that recognition of the United Kingdom's historic rights in the area now in dispute was covered by the agreement of 1961, where they are not even mentioned. It is true that pending its final judgment the Court indicated interim measures of protection restricting the British catch in the disputed waters; but that obviously could not signify that it regarded itself as competent also to order such measures in its final judgment. What other type of interim measures would appear more natural, pending a judgment fixing the breadth of a fishery zone? The argument which paragraph 46 of the Judgment seeks to draw from paragraph 12 of the Order of 17 August 1972 is in my view based on a false interpretation of the latter. If the Court had found that the extension of Iceland's fishery zone was in itself consistent with prevailing international law, the question of the treatment proper to any interests of the United Kingdom within that zone—whether, for example, they should be dealt with by means of a period of adjustment—might have arisen as a related question calling for an answer from the Court. But there is no basis in the 1961 agreement for the Court to broach questions concerning certain historic rights of the United Kingdom and measures of conservation without first settling the question of the limits of Iceland's fishery zone.

By not settling the primordial question submitted to the Court in the present case, the Judgment also sidesteps the question whether the 1961 agreement prohibits Iceland from implementing a measure extending its fishery zone without waiting for the Court's judgment, once the United Kingdom has referred the matter to the Court. If Iceland is so prohibited, the enforcement of a measure extending its fishery zone might constitute a breach of the obligation to wait for the Court's pronouncement, without the measure in itself being contrary to the law of the sea. In such event, would the measure still be non-opposable to the United Kingdom? The content of the British record of the negotiations which led up to the 1961

1961 me semble plutôt indiquer que la seule garantie contre la mise en application immédiate d'un nouvel élargissement de la zone islandaise de pêche que l'accord offre au Royaume-Uni soit le préavis de six mois. Celui-ci est évidemment destiné à permettre au Royaume-Uni de saisir la Cour à temps pour qu'elle puisse indiquer des mesures conservatoires avant l'entrée en vigueur de la mesure d'élargissement contestée. Ainsi la protection immédiate des intérêts du Royaume-Uni dépendrait de l'appréciation de la situation par la Cour et de l'effet obligatoire ou non à attribuer aux mesures conservatoires.

Depuis des années, l'Islande poursuit une politique conséquente visant à l'élargissement progressif de sa zone de pêche. Cette politique est à l'unisson des tendances analogues, signalées au paragraphe 53 de l'arrêt, qui se sont fait jour un peu partout ces dernières années et dont les travaux préparatoires de la troisième Conférence sur le droit de la mer, ainsi que les déclarations déjà faites au cours de celle-ci par de nombreux gouvernements, montrent bien l'importance actuelle. L'Islande a cru pouvoir se prévaloir de l'évolution du droit coutumier vers la reconnaissance de zones de pêche élargies. Que l'Islande se soit trompée ou non à cet égard, il reste à savoir si, en appliquant l'extension de sa zone de pêche envers le Royaume-Uni sans attendre un arrêt de la Cour, elle s'est rendue coupable d'une infraction à l'accord de 1961 suffisante en soi pour rendre la mesure d'élargissement de la zone de pêche inopposable au Royaume-Uni. Répondre positivement pourrait aboutir à empêcher pendant de longues années de procédure que l'Islande bénéficie, à l'instar d'autres Etats riverains, d'une évolution du droit coutumier en sa faveur. La présente affaire en offrirait un exemple, au cas où il faudrait en fin de compte constater que l'Islande était fondée à élargir sa zone de pêche.

La question de l'étendue, dans le temps, des effets de la clause juridictionnelle de l'accord de 1961 a cependant plusieurs aspects. Ainsi l'on pourrait se demander si cette clause, conçue en vue de la prochaine étape, déjà attendue, de l'élargissement de la zone islandaise de pêche, était destinée à limiter la liberté d'action du Gouvernement islandais tant que l'accord de 1961 resterait en vigueur et à permettre ainsi des actions multiples. Les circonstances dans lesquelles l'accord a été conclu ne me semblent pas indiquer que telle ait été l'intention du Gouvernement islandais. Même dans l'optique du présent arrêt, le problème de la durée des effets de la clause juridictionnelle de l'accord de 1961 n'est pas absent. Il se pose notamment à propos des négociations dont l'arrêt impose l'obligation aux Parties, car celles-ci me semblent en droit de savoir si la Cour se considérerait comme compétente pour continuer à connaître de leur différend au cas où les négociations n'auraient pas lieu ou n'aboutiraient pas. Quelle sera, par exemple, la situation si le différend n'est pas réglé avant l'expiration de l'accord provisoire entre les Parties (13 novembre 1975)? Est-ce que le présent arrêt aurait alors pour conséquence d'interdire à l'Islande de procéder, sans attendre un nouvel arrêt de la

agreement seems to me rather to indicate that the only guarantee the agreement offers the United Kingdom against the immediate application of a further extension of the Icelandic fishery zone is the six months' notice. This is evidently designed to enable the United Kingdom to seize the Court in time for it to indicate interim measures of protection before the date fixed for the entry into force of the disputed extension. Thus the immediate protection of the interests of the United Kingdom would depend on the Court's appraisal of the situation and the effect, binding or otherwise, to be attributed to the interim measures.

For years Iceland has been pursuing a consistent policy aiming at the gradual extension of its fishery zone. This policy is in tune with the similar trends, referred to in paragraph 53 of the Judgment, which have been emerging in many parts of the world in recent years and whose importance at the present time is clear from the preparatory documents of the Third Conference on the Law of the Sea, as also from the statements which have already been made at the Conference itself by numerous governments. Iceland considered that it could rely upon the rising trend of customary law towards the recognition of extended fishery zones. Whether Iceland was or was not mistaken in this, the question remains whether, by enforcing the extension of its fishery zone *vis-à-vis* the United Kingdom without waiting for the Court to give judgment, it was guilty of an infringement of the 1961 agreement which was sufficient in itself to render the measure extending the fishery zone non-opposable to the United Kingdom. To answer this question in the affirmative could have the result of preventing Iceland, through long years of judicial proceedings, from benefiting like other coastal States from an evolution in its favour of customary law. The present case itself would afford an example of this, if Iceland eventually proved to be legally entitled to extend its fishery zone.

The question of the prolongation of the effects of the jurisdictional clause of the 1961 agreement has, however, several aspects. One might for example enquire whether that clause, which was framed with the next, already foreseen stage of the extension of Iceland's fishery zone in view, was meant to restrict the Icelandic Government's freedom of action for so long as the 1961 agreement remained in force and thus to open the door to repeated applications to the Court. The circumstances in which the agreement was concluded do not appear to me to indicate that such was the intention of the Icelandic Government. Even from the standpoint of the present Judgment, the problem of the duration of the effects of the jurisdictional clause of the 1961 agreement is not absent. It arises, in particular, in connection with the negotiations which the Parties, the Judgment stipulates, have an obligation to undertake; for in my view the Parties are entitled to know whether the Court would consider itself competent to continue to deal with their dispute in the event that the negotiations did not take place or were unsuccessful. What, for example, will be the situation if the dispute is not settled before the expiry of the interim agreement between the Parties (13 November 1975)? Would the

Cour et avec effet envers le Royaume-Uni, à l'élargissement de limites auquel elle aurait droit en raison de l'évolution du droit international?

Une analyse de l'interprétation de l'accord de 1961 sur laquelle l'arrêt est fondé me semble livrer la réponse à la question de savoir si la Cour pourrait exercer à nouveau sa compétence, au cas où les négociations qui doivent se dérouler en vertu de l'arrêt n'aboutiraient pas.

Sans trancher la question de la conformité avec le droit international du récent élargissement de la zone islandaise de pêche, la Cour déclare qu'il est inopposable au Royaume-Uni à cause des droits historiques de celui-ci et qu'il faut établir, dans un cadre de mesures agréées de conservation, un régime d'équilibre entre ces droits historiques et les droits préférentiels de l'Islande comme Etat riverain. La Cour se considère donc comme compétente pour se prononcer sur des questions de droits préférentiels et historiques ainsi que sur des questions de mesures de conservation dans les eaux contestées, indépendamment de tout examen du fondement, en droit international, d'un élargissement de la zone de pêche de l'Islande. En même temps, la Cour crée pour les Parties une obligation d'engager des négociations sur ces points en tenant compte d'une série de recommandations énoncées par l'arrêt. Or ce sont là des matières qui, s'il s'agit d'eaux situées en dehors des zones de pêche des Etats riverains, exigent par leur nature même d'être réglées sur un plan multilatéral avec la participation de tous les Etats dont les intérêts sont en jeu. Des instruments internationaux prévoient des procédures à cet effet sans envisager la saisine de la Cour. En ce qui concerne l'Atlantique du nord-est, il n'y a, en dehors du Royaume-Uni, que la République fédérale d'Allemagne qui ait manifesté le désir de voir la Cour s'occuper de telles questions mais, en décidant de ne pas joindre les affaires parallèles introduites par ces deux Etats, la Cour s'est privée de la possibilité d'ordonner des négociations communes entre eux et l'Islande.

La Cour a constaté, dans son arrêt du 2 février 1973, que l'accord est toujours en vigueur. L'Islande sera sans doute portée à maintenir l'élargissement de sa zone de pêche, puisque la Cour ne le déclare illicite qu'à l'égard du Royaume-Uni, ainsi qu'à l'égard de la République fédérale par l'arrêt rendu dans l'autre affaire. Il faut donc prévoir la possibilité de nouveaux différends entre les Parties au sujet de l'exercice de leurs droits dans la zone comprise entre 12 et 50 milles. Il se peut aussi que des différends surgissent entre les Parties concernant l'interprétation ou l'application des directives de la Cour pour les négociations qu'elle ordonne. Comme l'arrêt montre que la Cour, en croyant pouvoir laisser de côté la question de la conformité de l'élargissement de la zone islandaise de pêche avec le droit international, se considère comme compétente pour connaître des questions de droits de pêche et de mesures de conservation à l'extérieur de la zone des 12 milles, il faut évidemment conclure que le système de l'arrêt implique que la Cour pourra être saisie des

present Judgment then have the effect of prohibiting Iceland from proceeding, without waiting for a new judgment of the Court, and with effect vis-à-vis the United Kingdom, to the extension of limits to which it might be entitled on account of the evolution of international law?

It appears to me that the question whether the Court could again exercise jurisdiction if the negotiations which should take place by virtue of the Judgment came to nothing can be answered by analysing the interpretation of the 1961 agreement on which the Judgment is based.

Without settling the question whether the recent extension by Iceland of its fishery zone is in conformity with international law, the Court finds that it is not opposable to the United Kingdom on account of the latter's historic rights, and that it is necessary to establish, within a framework of agreed measures of conservation, a régime wherein these historic rights will be balanced against the preferential rights of Iceland as the coastal State. The Court therefore considers itself competent to pronounce upon questions of preferential and historic rights and measures of conservation in the disputed waters independently of any consideration of the basis, if any, in international law of an extension of Iceland's fishery zone. At the same time the Court creates an obligation upon the Parties to undertake negotiations on these points while taking into consideration a series of recommendations enunciated in the Judgment. Yet these are matters which, if they concern waters outside the fishery zones of coastal States, require by their very nature to be regulated on a multilateral basis with the participation of all those States whose interests are at stake. There are international instruments which provide procedures to that end without envisaging reference to the Court. So far as the North-East Atlantic is concerned, the Federal Republic of Germany is the only State, apart from the United Kingdom, to have expressed any desire that the Court should deal with such questions, but the Court, by deciding not to join the parallel cases instituted by these two States, deprived itself of the possibility of prescribing joint negotiations between them and Iceland.

In its Judgment of 2 February 1973 the Court found that the 1961 agreement was still in force. Iceland will doubtless be inclined to maintain the extension of its fishery zone, since the Court has declared it unlawful only vis-à-vis the United Kingdom and—by its Judgment in the other case—the Federal Republic of Germany. Hence the possibility must be foreseen of further disputes between the Parties over the exercise of their rights in the belt between the 12-mile and the 50-mile limit. It is also possible that disputes may arise between the Parties over the interpretation or application of the guidelines laid down by the Court for the conduct of the negotiations it has directed them to undertake. As the Judgment shows that the Court, by considering it could leave aside the question of the conformity with international law of Iceland's extension of its fishery zone, regards itself as competent to deal with questions of fishing rights and conservation measures beyond the 12-mile limit, there is no escaping the conclusion that, according to the logic of the Judgment, a

différends en série auxquels la situation créée par l'arrêt donnerait naissance.

A la lumière des considérations qui précèdent, j'estime que, par le présent arrêt, la Cour a largement dépassé la compétence que lui confère l'accord de 1961.

*
* *
*

Tout en ne se prononçant pas sur les questions précitées, la Cour a consacré une partie considérable de son arrêt aux effets, quant à la présente procédure, de l'accord provisoire conclu entre les Parties le 13 novembre 1973. Sur ce point encore, je regrette de constater que mon opinion ne coïncide pas avec celle de la Cour.

L'accord provisoire a été conclu par un échange de notes dont la première est une communication du ministre des Affaires étrangères d'Islande à l'ambassadeur du Royaume-Uni à Reykjavik énumérant les conditions convenues de l'accord, tandis que la deuxième consiste en la réponse de l'ambassadeur acceptant le contenu de l'accord au nom du Royaume-Uni. Le ministre commence par constater que les arrangements en question ont été élaborés au cours de conversations entre les deux gouvernements en vue d'un accord provisoire sur les pêcheries dans la zone contestée, en attendant un règlement du différend au fond et sans préjudice de la position juridique ni des droits de l'un ou l'autre gouvernement à cet égard. L'attitude négative de l'Islande vis-à-vis de la Cour interdit de penser que le règlement envisagé par les Parties soit celui qui résulterait d'un arrêt de la Cour. Cela ressort aussi du paragraphe 7 de l'accord, selon lequel celui-ci sera valable deux ans à partir de la date de l'échange de notes (13 novembre 1973). Même les plus pessimistes ne pouvaient supposer que la présente affaire durerait devant la Cour jusqu'au 13 novembre 1975. Il faut donc penser qu'en fixant ce délai les Parties ont eu autre chose en vue. Que cela soit la troisième Conférence diplomatique des Nations Unies sur le droit de la mer devant s'ouvrir le 22 juin 1974 ressort de diverses circonstances. Par exemple, le Royaume-Uni a soutenu, au paragraphe 297 de son mémoire sur le fond du différend, que l'Islande, plutôt que de prendre unilatéralement une mesure d'extension de sa zone de pêche, aurait dû attendre l'issue de la conférence.

Dans ces conditions il paraît légitime de se demander si la poursuite de la procédure devant la Cour pendant la période couverte par l'accord provisoire est compatible avec celui-ci. Au Royaume-Uni, le Premier ministre a déclaré à la Chambre des Communes que sa position devant la Cour demeurerait exactement la même qu'avant la conclusion de l'accord provisoire et que cet accord avait été conclu sans préjudice de la cause de l'une ou l'autre Partie. Il est donc évident que le Royaume-Uni n'interprète pas l'accord provisoire comme impliquant que la procédure devant la Cour doit être interrompue. En Islande, l'accord provisoire a fait

whole series of disputes born of the situation created by the Judgment would be referable to the Court.

In the light of the foregoing considerations, I am of the view that in the present Judgment the Court has considerably exceeded the jurisdiction conferred upon it by the 1961 agreement.

*
* * *

While not pronouncing upon the above-mentioned questions, the Court has devoted a considerable part of its Judgment to the effects, for the present proceedings, of the interim agreement concluded between the Parties on 13 November 1973. There again, I regret to have to record that my opinion does not coincide with that of the Court.

The interim agreement was concluded by an Exchange of Notes, the first of which was a communication from the Minister for Foreign Affairs of Iceland to the British Ambassador in Reykjavik, setting out the agreed terms, while the second consists of the Ambassador's reply accepting the contents of the agreement on behalf of the United Kingdom. The Minister begins by noting that the arrangements in question were worked out in the course of discussions between the two Governments with a view to concluding an interim agreement relating to fisheries in the disputed area, pending a settlement of the substantive dispute and without prejudice to the legal position or rights of either Government in relation thereto. Iceland's negative attitude towards the Court precludes the idea that the settlement envisaged by the Parties was that which might result from a judgment of the Court. That is also clear from paragraph 7 of the Note, according to which the agreement would run for two years from the date of the Exchange of Notes (13 November 1973). Even the greatest pessimist could not suppose that the present proceedings before the Court would last until 13 November 1975. One must therefore conclude that in fixing this time-limit the Parties must have had something else in mind. Circumstantial evidence suggests that this must have been the third United Nations diplomatic Conference on the Law of the Sea, which was to open on 22 June 1974. For example, the United Kingdom, in paragraph 297 of its Memorial on the merits, had held that Iceland, rather than acting unilaterally to extend its fishery zone, ought to have awaited the outcome of the Conference.

That being so, one may, I consider, legitimately ask whether the pursuit of the proceedings before the Court during the period covered by the interim agreement is compatible with that treaty. In the United Kingdom, the Prime Minister stated to the House of Commons that the Government's position before the Court remained exactly what it was before the conclusion of the interim agreement, which had been concluded without prejudice to the case of either Party. It is thus evident that the United Kingdom does not interpret the interim agreement as implying that the proceedings before the Court should be interrupted. In Iceland, the

l'objet d'un débat à l'Althing le 12 novembre 1973. Comme on reprochait au Premier ministre de n'avoir pas insisté pour que le Royaume-Uni se désiste de son instance devant la Cour, il a fait valoir que cela aurait été illogique de sa part, étant donné sa position à l'égard de l'échange de notes de 1961 et à l'égard de la Cour. N'aurait-il pas eu l'air de reconnaître la validité continue de l'échange de notes de 1961? (*Alþingistiðindi Umræður*, 1973, p. 536.) Il en ressort que l'accord provisoire ignore la procédure devant la Cour et ne saurait constituer un obstacle à ce que le Royaume-Uni la poursuive. Cela ne veut cependant pas dire que l'accord ne doit avoir aucun effet sur le prononcé de la Cour.

L'accord provisoire règle pour la période du 13 novembre 1973 au 13 novembre 1975 les conditions auxquelles les navires britanniques ont le droit de pêcher dans la zone contestée. Il a été demandé au conseil du Gouvernement britannique si cela réglait définitivement les relations des deux Parties en ce qui concernait les pêcheries en cause pour la période indiquée ou si la Cour pouvait remplacer cette réglementation par une autre. La réponse a été que l'arrêt énoncerait les règles de droit international coutumier définissant les droits et obligations respectifs des Parties entre elles. Toutefois cela ne voudrait pas dire que l'arrêt remplacerait complètement et avec effet immédiat l'accord provisoire dans les relations entre les Parties car, de la façon dont le Gouvernement britannique voyait les choses, l'accord subsisterait comme traité en vigueur. De toute façon, les Parties auraient l'obligation de régler en tout leurs relations conformément à l'arrêt dès que l'accord cesserait d'être en vigueur, c'est-à-dire le 13 novembre 1975 ou à toute date antérieure dont les Parties pourraient convenir. En revanche l'arrêt prendrait effet immédiatement dans la mesure où il aborderait des points laissés en dehors de l'accord.

Ainsi le Gouvernement britannique a-t-il laissé entrevoir la possibilité pour la Cour de régler avec effet immédiat certaines questions laissées en dehors de l'accord provisoire. Mais il n'a pas indiqué en quoi consisteraient ces questions, qui devraient à la fois être englobées dans la requête et avoir de l'importance pour la manière dont les navires de pêche britanniques exercent leur activité dans la zone contestée. On a beau confronter requête et accord provisoire, on ne voit pas de quelles questions il pourrait s'agir.

Il faut en conclure que l'accord provisoire a définitivement réglé les conditions auxquelles les navires britanniques ont le droit de pêcher dans la zone contestée entre les 13 novembre 1973 et 1975. Un arrêt tel que celui que le Gouvernement britannique demande ne saurait donc trouver d'application avant l'expiration de l'accord provisoire. Ce que le Royaume-Uni demande à la Cour c'est de se prononcer sur le droit qui aurait été applicable aux relations entre les Parties au cas où elles n'auraient pas conclu cet accord. Or l'essence de la fonction judiciaire est de dire le droit entre les Parties tel qu'il existe et non de dire ce qu'aurait été le droit si le droit qui existe n'avait pas existé. La conclusion de l'accord

interim agreement was the subject of an Althing debate on 12 November 1973. When the Prime Minister was criticized for not having insisted on the United Kingdom's discontinuing its proceedings before the Court, he pointed out that it would have been illogical of him to do so, given his position in regard to the 1961 Exchange of Notes and vis-à-vis the Court: would he not have appeared to be recognizing the continuing validity of the 1961 Exchange of Notes? (*Alþingistiðindi Umræður* 1973, p. 536.) It follows that the interim agreement takes no account of the proceedings before the Court and could not constitute a bar to the United Kingdom's pursuance of them. That, however, does not mean that the agreement should have no effect on the Court's findings.

The interim agreement lays down, in respect of the period from 13 November 1973 to 13 November 1975, the conditions under which British vessels will have the right to fish in the disputed area. Counsel for the United Kingdom was asked whether that agreement definitively regulated, for the period indicated, the relations of the two Parties, so far as the fisheries in question were concerned, or whether it would be possible for the Court to replace that regulation with another. The reply was that the judgment would state the rules of customary international law between the Parties, defining their respective rights and obligations. However, that would not mean that the judgment would completely replace the interim agreement with immediate effect in the relations between the Parties, for, as the British Government saw the matter, the agreement would remain as a treaty in force. In any event, the Parties would be under a duty fully to regulate their relations in accordance with the terms of the judgment as soon as the interim agreement ceased to be in force, i.e., on 13 November 1975, or at such earlier date as the Parties might agree. On the other hand, the judgment would have immediate effect in so far as it dealt with matters not covered in the agreement.

Thus the British Government hinted at the possibility that the Court might regulate, with immediate effect, certain matters which were left outside the scope of the interim agreement. But it failed to indicate the possible substance of these matters, which must at the same time be covered by the Application and be relevant to the manner in which British fishing vessels pursue their activities in the disputed area. Compare the Application and the interim agreement as one may, one still fails to see what matters these might be.

It must be concluded that the interim agreement definitively regulated the conditions under which British vessels have the right to fish in the disputed area between 13 November 1973 and 13 November 1975. A judgment of the kind sought by the British Government could therefore not be implemented before the expiry of the interim agreement. What the United Kingdom is requesting of the Court is to state the law which would have been applicable to the relations between the Parties in the event that they had not concluded that agreement. Yet the essence of the judicial function is to declare the law between the Parties as it exists, and not to declare what the law would have been if the existing law had

provisoire a donc eu pour effet de rendre la requête du Royaume-Uni sans objet pour ce qui est de la période couverte par l'accord.

Quant à la période qui s'ouvrira à l'expiration de l'accord provisoire, c'est-à-dire le 13 novembre 1975, il me semble évident, surtout après les précisions obtenues au cours de la procédure orale, que la requête du Royaume-Uni équivaut à une demande à la Cour de définir le droit international coutumier devant régir les conditions dans lesquelles les navires britanniques pourront alors pêcher dans la zone contestée. La Cour peut-elle accéder à une telle demande?

Comme tous les domaines du droit, le droit de la mer est sujet à évolution. De nouvelles conventions internationales multilatérales ou bilatérales voient le jour et le droit coutumier se modifie. On ne saurait nier que l'un des résultats possibles de la troisième Conférence sur le droit de la mer, qui se tient en ce moment, soit de voir clarifier ou modifier les règles concernant la compétence des Etats riverains en matière de pêcheries. Le Gouvernement britannique a soutenu, au paragraphe 297 de son mémoire sur le fond du différend, que l'Islande, plutôt que de prendre unilatéralement des mesures précipitées, aurait dû attendre l'issue de la conférence qui sera saisie de questions comme l'étendue des zones exclusives de pêche, la conservation des ressources biologiques de la haute mer ou les droits spéciaux des Etats riverains. Selon le mémoire, le précédent des Conférences de Genève de 1958 et 1960 ne permet pas à l'Islande de prétendre qu'on ne pourra aboutir à un accord et à des mesures concertées répondant à ses besoins, besoins que la communauté des Etats dans son ensemble reconnaît comme justes et dignes d'être juridiquement protégés. En fait, a poursuivi le Gouvernement britannique, les conférences de 1958 et 1960 ont jeté les jalons de la reconnaissance générale de la validité des zones exclusives de pêche jusqu'à 12 milles et sur cette base, de nombreux Etats ont négocié des accords internationaux, tel l'échange de notes de 1961 entre l'Islande et le Royaume-Uni. La conférence de 1974 pourrait fort bien aboutir à un accord plus large sur de nouvelles règles à introduire dans le droit international. Le Gouvernement britannique a cependant souligné, au paragraphe 298 de son mémoire, que les décisions qui seraient prises par la conférence quant aux modifications à apporter au droit actuel étaient en dehors de l'affaire dont la Cour est saisie.

Au stade de la procédure orale, le Gouvernement britannique s'est montré beaucoup moins optimiste quant aux résultats à attendre de la troisième Conférence sur le droit de la mer. Cela ressort de la réponse écrite donnée par son conseil à la question de savoir si le fait de demander à la Cour une décision visant à réglementer les relations de pêche entre les Parties en vue d'un avenir non immédiat était compatible avec la position prise au paragraphe 297 du mémoire. La réponse a été que l'on s'attend généralement à ce que la session de 1974 soit suivie d'une deuxième session dans le courant de 1975 et qu'il semble loin d'être certain que l'on aboutisse à quelque chose de précis avant l'expiration de l'accord

not existed. The conclusion of the interim agreement has therefore had the effect of rendering the Application of the United Kingdom without object so far as the period covered by the agreement is concerned.

As for the period which will begin on the expiry of the interim agreement, i.e., on 13 November 1975, it is clear to me, above all after the explanations obtained during the oral proceedings, that the Application of the United Kingdom is tantamount to a request that the Court should define the customary international law which should govern the conditions under which British vessels will then be able to fish in the disputed area. Is it possible for the Court to accede to such a request?

Like all domains of law, the law of the sea is subject to evolution. New multilateral or bilateral international conventions come into being, and customary law is modified. It is undeniable that one of the possible results of the Third Conference on the Law of the Sea, which is being held at this moment, will be a clarification or modification of the rules governing the fisheries jurisdiction of coastal States. In paragraph 297 of its Memorial on the merits, the British Government argues that Iceland, rather than take precipitate and unilateral action, ought properly to have awaited the outcome of the Conference, which will be considering such issues as the breadth of exclusive fishery zones, the conservation of the living resources of the high seas, and the special rights of coastal States. According to the Memorial, the precedent of the 1958 and 1960 Geneva Conferences does not justify Iceland in assuming that it will be impossible to reach agreement or decide upon concerted measures to meet those needs of Iceland which the community of States as a whole recognizes to be just and deserving of legal protection. In fact, the British Government continued, the 1958 and 1960 Conferences laid the basis for a general recognition of the validity of exclusive fishery zones up to a 12-mile limit and, on that basis, many States negotiated international agreements, of which the Anglo-Icelandic Exchange of Notes of 1961 was a case in point. The 1974 Conference might well provide an even greater measure of agreement over new rules to be incorporated into international law. The Government of the United Kingdom stressed, however, in paragraph 298 of its Memorial, that what the Conference might agree about changes in the existing law was irrelevant to the present case before the Court.

At the stage of the oral proceedings, the British Government showed much less optimism with regard to the results which might be expected from the Third Conference on the Law of the Sea. This is clear from the written reply given by counsel for the United Kingdom to the question whether it was compatible with the position adopted in paragraph 297 of the Memorial to request of the Court a decision intended to regulate the Parties' relations with regard to fishing in a non-immediate future. The reply was to the effect that the 1974 session was widely expected to be followed by a second session in 1975, and that it appeared far from certain that any clear outcome would have been produced before the

provisoire; c'est pourquoi le Gouvernement britannique avait indiqué au paragraphe 298 de son mémoire que les décisions de la nouvelle conférence quant aux modifications à apporter au droit actuel étaient hors du sujet. Dans la même réponse, le Gouvernement britannique a précisé qu'il avait l'intention d'adopter une attitude positive à l'égard des négociations sur les nombreux points interdépendants dont la conférence est saisie et de participer à l'élaboration d'une nouvelle convention destinée à éclaircir un certain nombre de questions en suspens et à contribuer au développement progressif du droit international. Toutefois, a continué le Gouvernement britannique, à supposer même qu'une convention soit conclue assez rapidement, il restera à savoir quand elle pourra entrer en vigueur ou avoir une incidence sur le développement du droit international en influençant la pratique des Etats et il restera à savoir si l'Islande — qui n'a encore adhéré à aucune des conventions de Genève de 1958 — y adhèrera. L'arrêt de la Cour doit donc, selon le Gouvernement britannique, constituer un énoncé autorisé des droits et obligations des Parties en vertu du droit existant et pourra servir de base pour la négociation d'arrangements destinés à compléter l'accord provisoire. Pour ces raisons, le Gouvernement britannique est convaincu d'avoir agi d'une manière parfaitement compatible avec l'opinion exprimée au début du paragraphe 297 du mémoire en sollicitant de la Cour un arrêt sur les conclusions du Royaume-Uni.

Datant du 31 juillet 1973, le mémoire du Royaume-Uni sur le fond du différend n'avait pu prendre en considération les effets de l'accord provisoire du 13 novembre de la même année. Les conditions dans lesquelles ce mémoire avait été rédigé ont subi un profond changement du fait de l'accord provisoire, car ce n'est qu'à partir du 13 novembre 1975 que le droit international coutumier régira de nouveau les conditions de pêche dans la zone contestée. Certes le Gouvernement britannique est maintenant d'avis que, le 13 novembre 1975, la troisième Conférence sur le droit de la mer n'aura probablement encore rien changé. Or, devant l'impossibilité de prévoir les changements pouvant affecter, même dans un proche avenir, un domaine du droit en pleine évolution, je trouve que la Cour ne peut fonder son arrêt sur aucune certitude: il est très possible qu'une revendication actuellement non justifiée en droit s'avère demain bien fondée. La Cour doit donc décliner toute demande tendant à ce qu'elle énonce le droit coutumier de l'avenir.

Je ne saurais me rallier à la manière de voir, développée au paragraphe 41 de l'arrêt, selon laquelle l'adoption par la Cour des constatations qui précèdent aurait pour résultat inéluctable de décourager, dans des différends futurs, la conclusion d'arrangements temporaires visant à réduire les frictions et à éviter que la paix et la sécurité ne soient mises en danger. Cette thèse, appliquée au cas d'espèce, me semble méconnaître que l'accord provisoire entre les Parties restera en vigueur après le prononcé de l'arrêt et que la requête ne demande pas à la Cour d'interpréter un traité

expiry of the interim agreement; that was why the British Government had indicated in paragraph 298 of its Memorial that whatever a new Conference might agree about changes in the law was beside the point. In the same reply the Government of the United Kingdom explained that it intended to take a positive attitude towards the negotiations on the many interrelated items with which the Conference would be dealing, with a view to contributing to the adoption of a new convention that might clarify a number of existing issues and further the progressive development of international law. Nevertheless, the British Government continued, even if a convention were to be concluded reasonably quickly, it would remain to be seen how long it would take to enter into force or have an impact upon the development of international law through State practice, and it would also remain to be seen whether Iceland—which had not yet adhered to any of the Geneva Conventions of 1958—would become a party to it. Hence, according to the British Government, the Court's judgment would constitute an authoritative statement of the rights and obligations of the Parties under existing law and might provide a basis for the negotiation of arrangements to follow those contained in the interim agreement. For those reasons, the British Government considered it quite compatible with the view expressed at the beginning of paragraph 297 of its Memorial that it should seek of the Court a judgment on the United Kingdom's submissions.

Dating as it does from 31 July 1973, the United Kingdom's Memorial on the merits of the case could not have taken into account the effects of the interim agreement of 13 November 1973. The circumstances in which the Memorial was prepared gave way to a profoundly different situation once the interim agreement had been signed, for it is only on 13 November 1975 that customary international law will again govern the conditions under which fishing is carried out in the disputed area. It is true that the British Government is now of the opinion that, in all probability, the Third Conference on the Law of the Sea will still not have changed anything by 13 November 1975. But, given the impossibility of foreseeing the changes which, even in the near future, may affect an actively evolving field of law, I find that there is no certainty on which the Court can base its judgment: there is a very real possibility that a claim which at the present moment has no legal justification may prove tomorrow to be well founded. The Court ought therefore to decline any request which in effect calls upon it to declare the customary law of the future.

I am unable to agree with the view, expounded in paragraph 41 of the Judgment, that for the Court to espouse the above conclusions would inevitably result in discouraging the making of interim arrangements in future disputes with the object of reducing friction and avoiding risk to peace and security. To my mind this argument, applied to the present case, overlooks the fact that the interim agreement between the Parties will remain in force after the delivery of the Judgment and that the Application does not request the Court to interpret a treaty of immutable

immuable dans son texte mais de se prononcer sur l'avenir d'un droit coutumier en pleine évolution. Si l'accord provisoire était destiné à expirer le jour de l'arrêt, il n'y aurait pas eu de difficulté et si le différend portait sur l'interprétation d'un traité, un accord provisoire concernant son application pendant une période déterminée n'empêcherait pas la Cour de statuer avant la fin de cette période sur l'interprétation et sur l'application future du traité.

Cependant, aux sous-paragraphes 3 et 4 du dispositif de l'arrêt, la Cour déclare que les Parties ont l'obligation mutuelle d'engager des négociations concernant leurs droits de pêche respectifs dans la zone contestée, négociations dans lesquelles elles devront notamment tenir compte de droits préférentiels revenant à l'Islande. Comme la compétence de la Cour pour connaître de la présente affaire n'est fondée que sur la clause juridictionnelle de l'échange de notes de 1961 et comme celle-ci ne concerne que la question de savoir si une extension future, par l'Islande, de sa zone de compétence exclusive en matière de pêcheries serait conforme au droit international, j'estime que la Cour, en imposant aux Parties une obligation de négocier concernant autre chose, dépasse les limites de sa compétence.

Mais tel n'est pas le seul motif pour lequel je considère la Cour comme sans compétence pour ordonner des négociations entre les Parties.

Il ressort de la réponse écrite de l'agent du Gouvernement britannique à une question à lui posée que, pour le paragraphe 7 de l'accord provisoire du 13 novembre 1973, les négociateurs britanniques ont d'abord proposé la rédaction suivante :

« L'accord sera valable deux ans à partir de ce jour. Les Gouvernements procéderont à un nouvel examen de la situation avant l'expiration de ce délai, à moins que, dans l'intervalle, ils ne se soient mis d'accord sur un règlement du fond du différend. A défaut d'un tel règlement, l'expiration du présent accord ne modifiera pas la position juridique de l'un ou l'autre gouvernement en ce qui concerne le fond du différend. »

Le Gouvernement islandais ayant demandé la suppression de la partie centrale de ce texte, le paragraphe 7 a finalement été rédigé comme suit :

« L'accord sera valable deux ans à partir de ce jour. Son expiration ne modifiera pas la position juridique de l'un ou l'autre gouvernement. »

A mes yeux, la suppression, à la demande du Gouvernement islandais, de la référence à un nouvel examen de la situation avant l'expiration de l'accord provisoire et à la possibilité d'un accord conclu entre-temps sur le fond du différend prouve sans contredit que l'Islande n'a accepté aucune obligation de négocier de nouveau avec le Royaume-Uni tant que l'accord provisoire restera en vigueur. Il en résulte que, si l'Islande préfère se consacrer à la nouvelle Conférence sur le droit de la mer sans

verbal content but to pronounce upon the future of a customary law in active evolution. If the interim agreement were destined to expire on the date of the Judgment, no difficulty would have arisen, and if the dispute concerned the interpretation of a treaty, an interim agreement concerning its application over a given period would not hinder the Court from ruling before the end of that period on the interpretation and future application of the treaty.

However, in subparagraphs 3 and 4 of the operative part of the Judgment, the Court finds that the Parties are under mutual obligations to undertake negotiations concerning their respective fishery rights in the disputed area, negotiations in which they must take into account *inter alia* certain preferential rights attributable to Iceland. As the Court's jurisdiction to deal with the present case is founded solely on the jurisdictional clause of the 1961 Exchange of Notes, and as that clause concerns only the question whether a future extension by Iceland of its zone of exclusive fisheries jurisdiction would be in conformity with international law, I consider that the Court, by imposing on the Parties an obligation to negotiate in respect of something else, has exceeded the limits of its jurisdiction.

But that is not the only reason why I consider that the Court is not competent to prescribe negotiations between the Parties.

The written reply to a question put to the Agent of the United Kingdom reveals that the British negotiators first proposed the following form of words for paragraph 7 of the interim agreement of 13 November 1973:

“The agreement will run for two years from the present date. The Governments will reconsider the position before that term expires unless they have in the meantime agreed to a settlement of the substantive dispute. In the absence of such a settlement, the termination of this agreement will not affect the legal position of either Government with respect to the substantive dispute.”

The Government of Iceland, however, requested the deletion of the central portion of this text, and paragraph 7 was finally drafted in the following terms:

“The agreement will run for two years from the present date. Its termination will not affect the legal position of either Government with respect to the substantive dispute.”

To my mind, the deletion, at the request of the Icelandic Government, of the reference to a reconsideration of the position before the expiry of the interim agreement and to the possibility of agreeing in the meantime to a settlement of the substantive dispute constitutes incontrovertible evidence that Iceland did not accept any obligation to enter into fresh negotiations with the United Kingdom for so long as the interim agreement remained in force. Consequently, if Iceland prefers to concentrate upon the new

négocier en même temps bilatéralement avec le Royaume-Uni, rien ne l'oblige à s'engager dans de telles négociations.

A mon avis, cette conclusion ne saurait être infirmée par une référence à l'arrêt sur le *Plateau continental de la mer du Nord* cité au paragraphe 75 du présent arrêt. Il faut rappeler que les circonstances en l'affaire actuelle sont bien différentes de celles du *Plateau continental de la mer du Nord* où les Parties avaient, d'un commun accord, demandé à la Cour d'indiquer les principes et les règles du droit international applicables à leur différend et s'étaient obligées à conclure un accord conformément à la décision de la Cour. Il me paraît encore moins possible de considérer mon interprétation de l'accord provisoire du 13 novembre 1973 comme contraire à la Charte des Nations Unies, invoquée elle aussi au paragraphe 75 de l'arrêt. Quelle que soit l'importance attribuée par la Charte à la négociation comme moyen pacifique de règlement de différends, les Etats sont parfaitement libres de choisir d'autres voies pacifiques. Que l'Islande, à la veille de la nouvelle Conférence sur le droit de la mer, ait refusé d'accepter une obligation de continuer des négociations avec le Royaume-Uni au niveau bilatéral n'a rien de surprenant. Quant à la résolution de l'Althing en date du 15 février 1972, citée au paragraphe 77 de l'arrêt comme interdisant mon interprétation de l'accord provisoire, j'estime, comme mon collègue M. Gros et pour les mêmes raisons que lui, que la Cour attribuée à la résolution une signification qu'elle n'a pas. Bref, je pense que la circonspection particulière et l'attention toute spéciale pour l'Islande dont la Cour estime avoir fait preuve (voir paragraphe 17 de l'arrêt) auraient dû l'amener à ne pas rejeter catégoriquement une interprétation de l'accord sur ce point que ses travaux préparatoires rendent, à mes yeux, inévitable.

*
* *

Pour tous ces motifs, j'estime que la requête du Royaume-Uni manque d'objet en ce qui concerne aussi bien la période du 13 novembre 1973 au 13 novembre 1975 que la période postérieure.

*
* *

Reste la période comprise entre la mise en application de la réglementation islandaise contestée (1^{er} septembre 1972) et l'entrée en vigueur de l'accord provisoire (13 novembre 1973). C'est seulement pour cette période qu'il s'agit pour moi d'examiner si l'extension par l'Islande de sa zone de pêche a été dès le début, et est demeurée par la suite, contraire au droit international. C'est aussi uniquement par rapport à la situation pendant la même période qu'il m'a fallu examiner les aspects de la présente affaire dont j'ai traité dans la première partie de la présente opinion dissidente.

Conference on the Law of the Sea without at the same time negotiating bilaterally with the United Kingdom, there is nothing to oblige it to enter into such negotiations.

In my view, it is impossible to overthrow this conclusion by quoting the *North Sea Continental Shelf* Judgment, as paragraph 75 of the present Judgment does. It must be recalled that the circumstances of the present case are very different from those of *North Sea Continental Shelf*, in which the Parties, by common agreement, had requested the Court to indicate the principles and rules of international law applicable to their dispute and had undertaken to conclude an agreement in accordance with the Court's decision. Neither is it, I feel, possible to regard my interpretation of the interim agreement of 13 November 1973 as contrary to the Charter of the United Nations, which also is appealed to in paragraph 75 of the Judgment. However great the importance ascribed by the Charter to negotiations as a peaceful means for the settlement of disputes, States remain perfectly free to choose other peaceful means. There is nothing surprising in the fact that Iceland, on the eve of the new Conference on the Law of the Sea, should have refused to accept an obligation to continue negotiations with the United Kingdom at bilateral level. As for the Althing resolution of 15 February 1972, cited in paragraph 77 of the Judgment as ruling out my interpretation of the interim agreement, I consider, like my colleague Judge Gros and for the same reasons, that the Court attributes to this resolution a meaning which it does not possess. My view, in brief, is that the particular circumspection and special care with which the Court considers it has acted in regard to Iceland (see para. 17 of the Judgment) should have precluded its outright rejection of an interpretation of the agreement, on that point, which, given the prenatal history of that instrument, I personally find inescapable.

*
* *
*

For all these reasons, I consider that the Application of the United Kingdom is without object with regard both to the period from 13 November 1973 to 13 November 1975 and to the subsequent period.

*
* *
*

There remains the period between the putting into effect of the Icelandic Regulations which are in dispute (1 September 1972) and the coming into force of the interim agreement (13 November 1973). In my view, it is only so far as that period is concerned that it is necessary to consider whether Iceland's extension of its fishery zone was from the beginning, and subsequently remained, contrary to international law. It was, moreover, solely in relation to the situation during that period that I found it necessary to consider those aspects of the present case with which I dealt in the first part of this dissenting opinion.

Comme il n'existe entre les deux Etats aucune convention sur laquelle pourrait être fondée la décision islandaise, celle-ci ne saurait trouver sa justification que dans le droit international coutumier. Les deux premières Conférences des Nations Unies sur le droit de la mer ont amplement démontré qu'il n'existait pas en 1958-1960 de règle générale de droit international coutumier de cette sorte. Pour que l'Islande puisse invoquer une règle coutumière générale, il faudrait que celle-ci se soit formée après 1960. Voyons donc quelle a été l'évolution depuis lors.

Il est vrai qu'un nombre grandissant d'Etats riverains, soit en proclamant l'extension de leurs eaux territoriales, soit en revendiquant des zones de pêche situées devant ces eaux, ont réclamé une compétence exclusive en matière de pêcheries allant jusqu'à 50 ou même 200 milles. Néanmoins, même si l'on s'en tient à la zone située entre 12 et 50 milles, le nombre d'Etats ayant revendiqué une compétence exclusive en matière de pêcheries ne saurait être considéré comme suffisamment élevé pour permettre de conclure à l'application d'une nouvelle règle de droit généralement acceptée comme valable par la communauté internationale. Au surplus les Etats dont les intérêts sont menacés par ces prétentions ont constamment protesté. Un autre élément nécessaire à la formation d'une nouvelle règle de droit coutumier manque donc: son acceptation par les Etats dont elle affecte les intérêts.

Au cours de la procédure devant la Cour, l'attention a été attirée sur les récentes résolutions d'organes des Nations Unies concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Par sa résolution 3016 (XXVII) en date du 18 décembre 1972, l'Assemblée générale a réaffirmé le droit des Etats à la souveraineté permanente sur toutes les ressources naturelles situées sur terre dans les limites de leurs frontières internationales, ainsi que sur celles du fond des mers et de leur sous-sol à l'intérieur des limites de leur juridiction nationale *et dans les eaux surjacentes*. Approuvée par 102 voix contre zéro avec 22 abstentions, cette résolution a été suivie d'une recommandation et d'une résolution semblables, adoptées la première par le Comité des ressources naturelles du Conseil économique et social et la seconde par le Conseil économique et social lui-même. Le contenu de ces textes, postérieurs à l'introduction de la présente instance devant la Cour, diffère sur un point fondamental de la Convention de Genève sur le plateau continental dont les dispositions sont généralement considérées comme codifiant le droit admis vers 1958: la convention ne réserve à l'Etat riverain aucun droit de pêche exclusif en ce qui concerne les poissons nageant dans les eaux surjacentes au plateau continental.

La résolution de l'Assemblée générale revêt un intérêt particulier pour la présente affaire car l'Islande s'est référée à la doctrine du plateau continental comme fondement juridique de l'élargissement contesté de sa zone de pêche. Il s'agit donc de savoir si l'innovation que représentait la référence aux eaux surjacentes dans la résolution de l'Assemblée générale a eu pour effet de conférer à l'Etat riverain une compétence non inhérente à la conception originelle du plateau continental, ce qui équivaldrait à la

As there does not exist between the two States any convention on which the Icelandic decision could be founded, Iceland could seek its justification only in customary international law. The first two United Nations Conferences on the Law of the Sea amply demonstrated that no such general rule of customary international law existed in 1958-1960. If there is any general customary rule that Iceland can rely on, it must have come into being since 1960. Let us therefore consider what evolution may have taken place.

It is true that an increasing number of coastal States, whether by proclaiming the extension of their territorial waters or by claiming fishery zones beyond those waters, have claimed an exclusive fisheries jurisdiction extending up to the 50-mile or even the 200-mile limit. Nevertheless, even if one confines one's attention to the zone lying between the 12-mile and the 50-mile limits, the number of States that have claimed exclusive fisheries jurisdiction therein cannot be considered sufficiently large to justify the conclusion that a new rule of law, generally accepted as valid by the international community, is being applied. Furthermore, the States whose interests are threatened by these claims have constantly protested. Hence another element which is necessary to the formation of a new rule of customary law is missing, namely its acceptance by those States whose interests it affects.

In the course of the proceedings before the Court, attention has been drawn to the recent resolutions of United Nations organs concerning permanent sovereignty over natural resources. In its resolution 3016 (XXVII) of 18 December 1972, the General Assembly reaffirmed the right of States to permanent sovereignty over all their natural resources, on land within their national boundaries as well as those found in the sea-bed and the subsoil thereof within their national jurisdiction *and in the superjacent waters*. Approved by 102 votes to 0 with 22 abstentions, this resolution was followed by a recommendation and another resolution in similar terms, the first being adopted by the Committee on Natural Resources of the Economic and Social Council, and the second by the Economic and Social Council itself. The content of these texts, which are of more recent date than the Application instituting the present proceedings, differs on one fundamental point from the Geneva Convention on the Continental Shelf, whose provisions are generally regarded as codifying the law accepted around 1958: the Convention does not attribute to the coastal State any exclusive fishing rights with regard to fish swimming in the waters above the continental shelf.

The General Assembly resolution is of special interest in the present proceedings, for Iceland has referred to the doctrine of the continental shelf as being the legal basis of the contested extension of its fishery zone. The question is therefore whether the innovation represented by the reference to superjacent waters in the General Assembly resolution has had the effect of conferring upon the coastal State a jurisdiction not inherent in the original concept of the continental shelf, which would be

création soudaine d'une règle nouvelle de droit coutumier. Sans qu'il soit nécessaire d'aborder le problème général de la création d'un droit nouveau par une résolution de l'Assemblée générale, il y a lieu de constater que cela exige en tout cas que les Etats votant pour la résolution aient bel et bien eu l'intention de lui voir acquérir immédiatement force obligatoire. Or les conditions complexes dans lesquelles la résolution 3016 (XXVII) a été adoptée, les déclarations qui ont accompagné le vote et l'attitude bien connue de certains Etats au sujet des zones de pêche ne permettent pas de conclure que la résolution ait été votée par une grande majorité d'Etats dans l'intention de créer une nouvelle règle obligatoire de droit et de préjuger l'éventuelle décision de la troisième Conférence sur le droit de la mer. Aussi significative que la résolution puisse être d'un courant d'opinion favorable aux revendications de l'Islande et d'autres Etats, son adoption par l'Assemblée générale ne saurait avoir suffi à transformer le droit existant et à donner naissance à une nouvelle règle générale de droit coutumier conférant à l'Etat riverain une compétence exclusive sur la pêche dans les eaux surjacentes à son plateau continental. Cette observation s'applique à plus forte raison aux diverses manifestations de thèses et d'opinions auxquelles on a pu assister de la part des Etats au cours de la préparation de la Conférence.

*
* *
*

Pour les raisons ainsi développées, je considère que les conclusions formulées et maintenues par le Royaume-Uni auraient dû être rejetées comme manquant d'objet, sauf en ce qui concerne la période comprise entre la mise en application, par l'Islande, de l'extension de sa zone de compétence exclusive en matière de pêcheries jusqu'à 50 milles (1^{er} septembre 1972) et l'entrée en vigueur de l'accord provisoire entre les Parties (13 novembre 1973). Estimant que la mesure décidée par l'Islande a été sans fondement en droit international, je trouve que son application aux navires de pêche britanniques pendant la période susdite a constitué une infraction au droit international à l'encontre du Royaume-Uni. A la lumière de ce qui a été développé plus haut, cette constatation ne veut pas dire que, à l'expiration de l'accord provisoire conclu entre les Parties le 13 novembre 1973, l'extension de la zone islandaise de pêche doit être automatiquement considérée comme toujours non conforme au droit international.

L'économie de l'arrêt ne me permet pas d'émettre un vote exprimant ma position en ce qui concerne la période du 1^{er} septembre 1972 au 13 novembre 1973. La raison en est double: aucune distinction n'est faite entre les différentes périodes d'application de la mesure islandaise et, en déclarant celle-ci inopposable au Royaume-Uni, la Cour s'appuie uniquement sur des considérations visant les droits historiques du Royaume-

equivalent to the sudden creation of a new rule of customary law. Now, without having to go into the general question of whether a resolution of the General Assembly can create new law, I must at all events stress one prerequisite of such creation, namely that the States voting for the resolution must truly have envisaged and accepted the possibility of its immediately acquiring binding force. But the complexity of the circumstances in which resolution 3016 (XXVII) was adopted, the statements accompanying the vote and the well-known attitude of certain States regarding fishery zones do not justify the conclusion that the resolution was passed by a large majority of States with the intention of creating a new binding rule of law and of prejudging whatever decision the Third Conference on the Law of the Sea might take on the subject. However revelatory the resolution may be of a current of opinion flowing in favour of the claims of Iceland and other States, its adoption by the General Assembly could not have sufficed to transform the existing law and give birth to a new general rule of customary law conferring on the coastal State exclusive fisheries jurisdiction in the waters above its continental shelf. This remark applies *a fortiori* to the various expressions of doctrinal position or opinion volunteered by States during the preparatory stage before the Conference.

*
* *
*

For the foregoing reasons I consider that the submissions put forward and maintained by the United Kingdom should have been rejected as without object, except in relation to the period between Iceland's implementation of the extension of its zone of exclusive fisheries jurisdiction up to the 50-mile limit (1 September 1972) and the coming into force of the interim agreement between the Parties (13 November 1973). Considering as I do that the measure decided by Iceland was without foundation in international law, I find that its application to British fishing vessels during the above-mentioned period constituted an infringement of international law vis-à-vis the United Kingdom. In the light of the considerations I have put forward above, this finding does not mean that, on the termination of the interim agreement concluded between the Parties on 13 November 1973, the extension of Iceland's fishery zone should automatically be considered as still inconsistent with international law.

The system of the Judgment did not however enable me to cast a vote expressing my position in regard to the period from 1 September 1972 to 13 November 1973. The reason is twofold: no distinction is made between different periods of application of the Icelandic measure and, in declaring that measure non-opposable to the United Kingdom, the Court bases itself solely on considerations concerning the historic rights

Uni et évite soigneusement de se prononcer sur la seule question pour laquelle l'accord de 1961 lui confère compétence, celle de la conformité avec le droit international de l'extension de la zone de pêche de l'Islande.

Il ne m'est donc plus resté qu'à voter contre l'arrêt tout entier.

(Signé) S. PETRÉN.

of the United Kingdom and studiously avoids pronouncing upon the only question in respect of which the 1961 agreement conferred jurisdiction upon it, that of the conformity with international law of the extension of Iceland's fishery zone.

No other course was therefore left to me but to vote against the Judgment in its entirety.

(Signed) S. PETRÉN.